



RÉGION ACADÉMIQUE ÎLE-DE-FRANCE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

MARCHÉ PUBLIC

En application des dispositions du Code de la commande publique en vigueur au moment de la publication de l'avis du présent marché

Région académique
Île-de-France
Service Régional des Achats

Cahier des clauses particulières

Appel d'offres ouvert

OBJET DE LA CONSULTATION :

Réalisation de prestations d'interprétariat en Langue des Signes Française (LSF) pour l'académie de Paris.

Numéro de référence du marché : LSF-AC-PARIS-RAIDF-2025

Sommaire

1.	Préambule	4
2.	Objet du marché.....	4
3.	Périmètre d'exécution du marché.....	4
4.	Forme et montant du marché.....	4
5.	Durée du marché.....	4
6.	Allotissement.....	5
7.	Documents contractuels.....	5
8.	Clause sociale de formation sous statut scolaire.....	5
9.	Clauses environnementales	7
9.1	Communication du BEGES et plan de transition associé.....	7
9.2	Supports des livrables.....	8
10.	Description des prestations	8
10.1	Réunion de mise en place de l'accord-cadre	8
10.2	Représentation désignée par la région académique d'Île-de-France.....	8
10.3	Représentation du titulaire.....	8
10.4	Contenu des prestations de l'accord-cadre.....	8
10.5	Modalités d'exécution des prestations.....	9
10.5.1	Réalisation de prestations non urgentes.....	9
10.5.2	Réalisation de prestations urgentes.....	9
10.5.3	Report d'une prestation.....	10
10.5.4	Annulation d'une prestation	10
10.5.5	Droit à l'image.....	10
10.6	Exigences relatives aux prestations.....	10
11.	Obligations du titulaire et de la région académique d'Île-de-France	11
11.1	Obligations du titulaire.....	11
11.1.1	Obligations d'information.....	11
11.1.2	Obligations de conseil	11
11.1.3	Obligations de résultat	11
11.1.4	Obligation de confidentialité	11
11.1.5	Mesures de sécurité.....	12
11.1.6	Responsabilité du titulaire	12
11.2	Obligations de la région académique d'Île-de-France	12
12.	Suivi du marché	12
13.	Pénalités	12
13.1	Pénalités pour retard.....	13
13.2	Pénalités pour non-exécution.....	13
13.3	Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire.....	13
13.4	Pénalités pour non-respect de la clause environnementale.....	13
13.4.1	Pénalités pour non communication du BEGES	13
13.4.2	Pénalités pour non-respect de la clause relative aux supports des livrables.....	14
13.5	Pénalités en cas de sous-traitance non déclarée	14

14.	Modalité de commande.....	14
15.	Prix et facturation	14
15.1	Forme du prix	14
15.2	Variation du prix	14
15.2.1	Mois d'établissement des prix.....	14
15.2.2	Choix de l'index de référence.....	15
15.3	Modalités de révision des prix.....	15
15.4	Facturation.....	15
15.5	Modalités de règlement.....	15
15.6	Clause de sauvegarde	16
16.	Avance.....	16
16.1	Dispositions générales	16
16.2	Les accords-cadres à bons de commande.....	16
17.	Délais de paiement et intérêts moratoires.....	16
18.	Sous-traitance	17
19.	Opérations de vérifications.....	18
20.	Admission	18
21.	Documents à fournir pendant le marché	18
22.	Cession du marché.....	18
23.	Marchés de prestations similaires	18
24.	Clause de réexamen.....	18
25.	Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles	19
26.	Garanties.....	19
27.	Résiliation.....	19
27.1	Résiliation pour motifs d'intérêt général.....	19
27.2	Résiliation pour faute.....	19
27.3	Résiliation pour événements liés au marché	19
27.4	Résiliation de plein droit	19
28.	Exécution aux frais et risques du titulaire.....	20
29.	Différends et litiges.....	20
30.	Dérogations aux documents généraux	20

1. Préambule

La région académique d'Île-de-France comprend les académies de Paris, Créteil et Versailles.

Dans le cadre de la politique achat de la région académique d'Île-de-France, les trois académies franciliennes mutualisent leurs besoins.

Désignation :

Les académies de Paris, Créteil et Versailles sont désignées dans le présent CCP sous l'appellation « La région académique d'Île-de-France » ;

La région académique d'Île-de-France est désignée en qualité de représentant du pouvoir adjudicateur ;

La société retenue est désignée dans le présent CCP sous l'appellation « titulaire » ;

Le service régional des achats de la région académique d'Île-de-France est désigné dans le présent CCP sous l'appellation « SRA ».

2. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations d'interprétariat en Langue des Signes Française (LSF) pour l'académie de Paris.

3. Périmètre d'exécution du marché

Les lieux d'exécution des prestations d'interprétariat en LSF seront précisés lors de l'établissement des bons de commande.

Le titulaire sera susceptible de réaliser ses prestations sur l'ensemble du territoire relevant de l'académie de Paris – département 75 et, de manière exceptionnelle à l'occasion de sorties scolaires (deux à trois prestations par an), dans l'ensemble de la région académique d'Île-de-France.

4. Forme et montant du marché

Le présent marché est un accord-cadre au sens de l'article L2125-1 1° du code de la commande publique.

Le présent accord-cadre sera exécuté par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un **montant maximum de 1 640 000 € HT** pour sa durée totale.

Le **montant estimatif** du marché, sur sa durée maximale, est de **820 000 € HT**.

Le montant maximum de l'accord-cadre constitue un engagement juridique prévoyant que l'acheteur ne peut plus passer de commande au-delà du seuil maximum. Le contrat se termine et cesse de produire des effets dès que ce seuil est atteint. Il est à différencier de la valeur estimée qui n'implique pas d'engagement juridique.

5. Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée initiale ferme de **douze (12) mois**.

Il est ensuite **renouvelable trois (3) fois un (1) an** par tacite reconduction.

La durée maximum du marché est de **quarante-huit (48) mois**.

La date exacte de début d'exécution des prestations est conditionnée à l'atteinte du montant maximum du marché en cours et sera notifiée au titulaire par **ordre de service**.

Le titulaire reste engagé jusqu'à la fin de l'exécution de la période en cours et au-delà, pour les obligations afférentes à la confidentialité.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre et pourront produire leurs effets pour une durée de six (6) mois au-delà de cette échéance.

6. Allotissement

Le présent marché n'est pas alloti.

7. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité décroissant :

- L'acte d'engagement du marché (ATTRI1) ;
- L'annexe financière à l'acte d'engagement (AF) ;
- Le présent Cahier des clauses particulières (CCP) ;
- Le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponse remis par le titulaire au moment du dépôt de son offre ;
- En cas de sous-traitance, les actes spéciaux de sous-traitance dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de la région académique d'Île-de-France font seules foi.

Le CCAG-FCS est réputé parfaitement connu des parties.

Le CCAG-FCS est consultable [ici](#).

Portée des pièces du marché :

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Toutes clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables au service régional des achats de la région académique d'Île-de-France (SRA).

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et express du service régional des achats de la région académique d'Île-de-France.

8. Clause sociale de formation sous statut scolaire

Le titulaire s'engage à réaliser une action de formation d'un ou plusieurs élèves de 16 à 25 ans suivi(s) par un référent de l'Éducation nationale :

- soit en situation de décrochage scolaire (article L.122-2 du Code de l'éducation) ;
- soit soumis à l'obligation de formation (article L.114-1 et R.114-1 du Code de l'éducation)

En cas de réalisation du stage en dehors du territoire national, cette action bénéficie :

- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire français et suivi par un référent de l'Éducation nationale (articles L.124-19 et L.124-20 du Code de l'éducation) ;
- soit à un élève à besoins spécifiques inscrit dans un établissement scolaire étranger et suivi par tout dispositif équivalent, impliquant des personnels éducatifs.

En tant que condition d'exécution du présent marché prenant en compte des considérations sociales, en application de l'article L.2112-2 du Code de la commande publique, la clause sociale de formation sous statut scolaire doit être liée à l'objet du marché. Les activités proposées par le titulaire dans la « fiche entreprise » doivent impérativement respecter cette exigence.

Le volume horaire minimal exigé est de **trois cents heures (300h), soit deux (2) mois, à réaliser pendant la période ferme du marché** ou sur une période de reconduction. Néanmoins, le titulaire peut dépasser le volume horaire s'il le souhaite.

À l'initiative de l'acteur de l'Éducation nationale, **le nombre d'heures de clause sociale de formation sous statut scolaire prévu au présent marché peut être divisé pour donner lieu à plusieurs stages au bénéfice de plusieurs élèves à besoins spécifiques.**

Encadrement de l'élève :

Dans le cadre de la clause sociale de formation sous statut scolaire, l'élève bénéficiaire est sous statut scolaire. Une convention de stage tripartite est conclue entre l'entreprise, la Mission de lutte contre le décrochage scolaire (MLDS) ou l'établissement scolaire de rattachement et l'élève (ou son représentant légal).

Le titulaire du marché reçoit l'élève dans ses locaux, et désigne à cet effet un « référent entreprise » qui accompagne l'élève dans les tâches qui lui sont confiées. Le titulaire désigne un responsable des ressources humaines (RRH), qui est l'interlocuteur privilégié du représentant du pouvoir adjudicateur.

L'élève est aussi accompagné par un « référent de l'Éducation nationale » (enseignants, CPE, référent décrochage scolaire, intervenant SRE, coordonnateur de dispositif relais). Si le jeune bénéficiaire est accompagné par la MLDS, c'est un tuteur pédagogique qui est désigné.

Le référent entreprise et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique sont en relation directe.

Dans les conditions de l'article L. 124-6 du Code de l'éducation, une gratification doit être versée au stagiaire (<https://www.service-public.fr/simulateur/calcul/gratification-stagiaire>).

À tout moment, le titulaire peut aller au-delà des objectifs fixés par le marché.

Étapes de mise en œuvre du stage :

Lors de la réunion de lancement du marché, la clause sociale de formation sous statut scolaire est abordée (confirmation des contacts inscrits dans la « Fiche entreprise », rappel des spécificités du public concerné, adaptabilité des missions, etc.).

Une réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale est organisée, à l'initiative du référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique, dès qu'un élève est présenté au titulaire. La présence du référent entreprise est obligatoire et celle du responsable des ressources humaines souhaitable. À cette occasion, la « fiche entreprise » - qui a une fonction de dialogue – peut être modifiée en fonction de l'élève proposé par le référent de l'Éducation nationale. La nouvelle « fiche entreprise » finalisée est alors transmise au représentant du pouvoir adjudicateur par le titulaire.

Le titulaire transmet également au représentant du pouvoir adjudicateur la convention de stage tripartite signée.

S'il rencontre des difficultés pour faire face à son engagement, le titulaire doit informer le représentant du pouvoir adjudicateur et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique. Dans ce cas, l'académie et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique étudient en concertation avec le titulaire les moyens à mettre en œuvre pour parvenir à la réalisation des objectifs fixés.

En application de l'article L.2194-1 1° du Code de la commande publique, les conditions de mise en œuvre de la clause sociale de formation sous statut scolaire pourront être revues par les parties au contrat. Les nouvelles modalités sont décidées conjointement par l'entreprise et le référent de l'Éducation nationale, puis validées par le représentant du pouvoir adjudicateur. Ces adaptations doivent être prises en compte dans la convention de stage, par avenant le cas échéant (article D. 124-4 du Code de l'éducation).

S'il le souhaite, le titulaire peut prolonger la période en entreprise, en accord avec le bénéficiaire de la clause sociale et du référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique. Toutefois la durée totale du stage ne peut excéder six (6) mois.

À l'issue du stage, le référent entreprise et le référent de l'Éducation nationale/tuteur pédagogique rédigent un bilan croisé faisant état du résultat de la clause sociale de formation sous statut scolaire et attestant de sa bonne exécution par le Titulaire. Ce bilan est transmis au représentant du pouvoir adjudicateur, accompagné de l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées.

L'élève bénéficiaire peut intégrer un parcours de formation diplômant (reprise de scolarité) ou accéder à l'emploi (insertion professionnelle). Le titulaire s'engage à étudier toutes les possibilités de formation ou d'embauche pérenne de l'élève bénéficiaire.

Contrôle et évaluation de l'action de formation :

Pendant et à l'issue du stage, le titulaire s'engage à faciliter les contacts des partenaires de l'opération avec l'élève bénéficiaire, et à transmettre au représentant du pouvoir adjudicateur et au référent de l'Éducation nationale les documents nécessaires à l'évaluation du dispositif.

Tout au long de l'exécution des prestations du marché, le titulaire répond à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur ou du référent de l'Éducation nationale relative à l'état d'avancement de la mise en œuvre de la clause sociale.

Pour rappel, le titulaire est tenu de transmettre en cours d'exécution au représentant du pouvoir adjudicateur :

- la « fiche entreprise » modifiée, le cas échéant ;
- la convention de stage tripartite ;
- l'attestation de présence de l'élève bénéficiaire précisant le nombre d'heures de stage réalisées ;
- le bilan croisé.

Si l'Éducation nationale n'a pas présenté d'élève au titulaire, ce dernier doit en informer le représentant du pouvoir adjudicateur au terme de la période ferme ou de reconduction du marché. Aucune pénalité pour inexécution des heures de formation prévues par le marché ne pourra être infligée au titulaire pour ce motif.

En cas de demande du représentant du pouvoir adjudicateur, toute transmission de document lié à la clause sociale de formation est réalisée dans les dix (10) jours ouvrés à compter de la réception de la demande.

9. Clauses environnementales

9.1 Communication du BEGES et plan de transition associé

En application de la circulaire n° 6425-SG du 21 novembre 2023 relative à l'engagement pour la transformation écologique de l'État, il est exigé des titulaires soumis à l'article L.229-25 du Code de l'environnement, de communiquer au représentant du pouvoir adjudicateur leur bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) et le plan de transition associé dans un délai maximum de six (6) mois après notification du marché. Le BEGES doit couvrir toute la durée d'exécution du marché.

Si le BEGES communiqué après notification du marché arrive à échéance durant l'exécution du marché, un nouveau BEGES (et le plan de transition associé) est transmis par le titulaire au représentant du pouvoir adjudicateur, au plus tard six (6) mois après la date d'expiration du BEGES initial.

La communication du BEGES doit impérativement être effectuée en utilisant le site internet de l'ADEME (<https://bilans-ges.ademe.fr/>), conformément à l'article L. 229-25 du Code de l'environnement et à l'arrêté du 25 janvier 2016 relatif à la plateforme informatique pour la transmission des bilans d'émission de gaz à effet de serre.

Les plans de transition sont communiqués sur cette même page ; toutefois, les titulaires soumis aux obligations de déclaration extra-financière peuvent communiquer leur plan via leur rapport de

performance extra-financière prévue à l'article L. 225-102-1 du Code de commerce ; ils indiquent au représentant du pouvoir adjudicateur le lien internet permettant l'accès à ce document.

Cette clause est applicable uniquement pour les entreprises employant 500 salariés ou plus.

9.2 Supports des livrables

Tous les documents livrables doivent être mis à disposition de préférence au format dématérialisé et à la demande de la région académique d'Île-de-France, sur supports en papier.

Le papier est alors sur supports en papier recyclé ou éco-labellisé garantissant l'usage d'un bois issu de forêts gérées durablement (par ordre de priorité : papier recyclé, papier éco-labellisé ecolabel européen, NF Environnement, Ange bleu ou équivalent, papier certifié issu de forêts gérées durablement labellisé PEFC, FSC ou équivalent, grammage le plus fin possible).

Le mode recto -verso et en noir et blanc est privilégié.

10. Description des prestations

10.1 Réunion de mise en place de l'accord-cadre

Au démarrage de l'accord-cadre, une réunion de lancement sera organisée entre les interlocuteurs dédiés et le titulaire au plus tard trente (30) jours après la date de notification.

10.2 Représentation désignée par la région académique d'Île-de-France

L'interlocuteur désigné par la région académique d'Île-de-France est chargé du suivi de l'exécution des prestations. Il est désigné lors de la notification de l'accord-cadre.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par la région académique d'Île-de-France en cours d'exécution de l'accord-cadre.

La région académique d'Île-de-France notifie toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

10.3 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès de la région académique d'Île-de-France, pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification de l'accord-cadre. Il(s) dispose(nt) des pouvoirs et compétences nécessaires afin de prendre toute décision requise par la situation à toute étape de l'exécution du contrat.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à informer, sans délai, la région académique d'Île-de-France de toute modification de l'interlocuteur désigné.

10.4 Contenu des prestations de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre porte sur des prestations d'interprétariat en langue des signes française.

Les interventions concernées peuvent, à titre d'exemples, être de type : réunions, conférences, heures de cours, conseils de classe, sorties scolaires, préparation et passation d'examen, visites d'enseignants, formations ou délibérations de jury. Le montant des prestations proposé par le candidat doit

indifféremment couvrir l'ensemble des cas indiqués au bordereau des prix unitaires (BPU). Le titulaire adapte en conséquence le nombre d'interprètes afin de garantir la qualité de la prestation.

Ces prestations nécessitent le déplacement physique des interprètes. Toutefois, à la demande expresse de la région académique d'Île-de-France, elles peuvent s'exécuter à travers l'utilisation d'une visioconférence.

Par défaut, la création des salles de réunion virtuelles ainsi que l'envoi des invitations correspondantes sont à la charge des personnels de l'académie, sauf demande explicite de leur part pour que cette prise en charge soit assurée par le titulaire.

Si la région académique d'Île-de-France en rencontre le besoin, elle peut demander au titulaire que l'interprète soit accompagné d'un intervenant chargé de prendre des notes. Cette prestation fait l'objet d'un coût supplémentaire, tel que présenté au BPU.

La région académique d'Île-de-France veille à communiquer les informations relatives à l'ordre du jour afin que le titulaire puisse préparer le vocabulaire adéquat. Le titulaire constitue un dossier contenant les éléments nécessaires au bon suivi de l'exécution de la prestation. Il s'agit par exemple d'y consigner le vocabulaire afférent à la prestation. Le titulaire transmet ces éléments à l'interprète en charge de la prestation suffisamment de temps à l'avance pour lui permettre de se préparer au mieux.

Aucune prestation non prévue au BPU ne pourra faire l'objet d'une facturation supplémentaire par le titulaire.

10.5 Modalités d'exécution des prestations

Les délais sont décomptés en heures et jours ouvrés, ces derniers étant définis comme s'étendant du lundi au vendredi inclus, hors jours fériés, de 8h à 18h.

Les délais d'exécution sont fixés lors de l'établissement du bon de commande, conformément au BPU.

En cas d'intervention en dehors des jours ouvrés, soit le samedi, le dimanche ou les jours fériés, un coefficient de majoration est appliqué conformément à l'offre du titulaire. De plus, un coefficient de majoration s'applique également pour les interventions effectuées entre 18h01 et 7h59, conformément à l'offre du titulaire. Si une prestation est effectuée à la fois pendant et en dehors des heures ouvrées, alors le coefficient est appliqué uniquement aux heures concernées, au prorata si nécessaire.

Pour les interventions en présentiel couvrant une journée complète, les frais de repas sont inclus dans le prix.

Les frais de déplacement par interprète sont intégrés dans le prix, selon les tranches horaires mentionnées au BPU, dans le cadre de prestations en présentiel.

10.5.1 Réalisation de prestations non urgentes

La demande d'intervention est envoyée **au moins trois (3) jours ouvrés** à l'avance.

Le titulaire établit un devis et le transmet au donneur d'ordre, par voie dématérialisée, **sous un délai de deux (2) jours ouvrés** à compter de la date de réception de la demande.

10.5.2 Réalisation de prestations urgentes

Toute commande de prestations intervenant dans des **délais inférieurs à trois (3) jours ouvrés et jusqu'à vingt-quatre heures (24h) ouvrées** (horaires ouvrés de 9h à 18h) avant ladite prestation est considérée comme urgente.

À réception de la demande, le titulaire doit transmettre au donneur d'ordre un devis dans un **délai maximum de douze heures (12h) ouvrées**, impliquant la mise à disposition dans un délai suffisant du ou des interprètes nécessaires à la réalisation de la prestation.

Aucun frais supplémentaire lié au caractère urgent de la demande ne pourra être facturé par le titulaire.

10.5.3 Report d'une prestation

Le donneur d'ordre se réserve le droit de procéder à un report de la prestation qui était initialement prévue à une date déterminée.

Cette demande de report s'effectue, sans coût supplémentaire, **jusqu'à deux (2) jours ouvrés** avant la réalisation de la prestation.

Le titulaire est en droit de refuser ou d'accepter le report de la prestation.

En cas de refus aucune indemnité n'est due.

Si le délai de prévenance est **inférieur à deux (2) jours ouvrés** et en cas d'acceptation du report par le titulaire, ce dernier majore de 20 % le prix unitaire hors taxes de la prestation.

10.5.4 Annulation d'une prestation

Le donneur d'ordre se réserve le droit de procéder à l'annulation d'une demande de prestation sans frais supplémentaires **jusqu'à deux (2) jours ouvrés** avant la réalisation de la prestation.

Dans le cas où le donneur d'ordre souhaite annuler une demande d'interprétariat :

- **moins de deux (2) jours ouvrés avant la prestation**, le titulaire bénéficie du paiement d'une **indemnité égale à 50 % du montant prévu pour ladite prestation** ;

- **le jour même, la prestation est totalement due** au titulaire.

10.5.5 Droit à l'image

Si la prestation est filmée, le titulaire doit autoriser la captation et la diffusion de la prestation d'interprétariat par des moyens audiovisuels, avec l'accord préalable du ou des interprètes. Le titulaire doit veiller à ce que cet accord préalable soit bien recueilli avant toute prestation.

En cas de diffusion, sur des médias publics ou des réseaux sociaux de l'image de l'interprète, une indemnité de « droit à l'image » est versée par interprète et par intervention. Le montant forfaitaire est indiqué dans le BPU.

10.6 Exigences relatives aux prestations

Le titulaire met en œuvre tous les moyens humains, organisationnels et professionnels pour effectuer les prestations dans le respect des délais et de la qualité exigés dans les pièces de l'accord-cadre. Il garantit avoir l'ensemble des connaissances et compétences nécessaires à l'exécution du présent contrat. Il garantit le niveau de qualification de chacune des personnes employées conformément à son offre.

Le titulaire transmettra obligatoirement et au plus tard :

- pour les **demandes non urgentes : deux (2) jours ouvrés** avant la tenue de la prestation, tous les renseignements sur l'identité de l'interprète devant intervenir, afin de faciliter son accès aux locaux. À la demande de la région académique d'Ile-de-France, le titulaire présente les CV des interprètes qu'il

propose d'assigner par élève ou personne pour la prestation dans un **délai maximal de deux (2) jours ouvrés** ;

- pour les **demandes urgentes : deux (2) heures** avant la tenue de la prestation, tous les renseignements sur l'identité de l'interprète devant intervenir, afin de faciliter son accès aux locaux.

Si la région académique d'Île-de-France rencontre des difficultés ou n'est pas satisfaite de l'interprète proposé, elle peut exiger son remplacement immédiat. Le cas échéant, le titulaire est dans l'obligation de remplacer la ou les personnes concernées, pour les séances ultérieures, par du personnel à compétences équivalentes. En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

En cas de besoin très spécifique du service adhérent, il lui indique, le cas échéant et **sous deux (2) jours ouvrés maximum**, si ce niveau de qualification ne peut être garanti. Il prend toutes les mesures et met en œuvre tous les moyens nécessaires pour mettre à disposition des personnels connaissant le vocabulaire lié à l'activité du service adhérent.

En cas d'indisponibilité (maladie, accident, etc.) le jour de la prestation, le titulaire doit en avvertir immédiatement la région académique d'Île-de-France et prendre toute disposition pour assurer le remplacement de l'intervenant. Le titulaire indique à la région académique d'Île-de-France, par courrier électronique, l'identité de l'intervenant. Le titulaire est tenu de proposer un remplaçant disposant d'une compétence et d'une expérience similaire. Si aucune solution de remplacement n'est possible, les pénalités prévues au présent CCP pourront être appliquées.

11. Obligations du titulaire et de la région académique d'Île-de-France

11.1 Obligations du titulaire

11.1.1 Obligations d'information

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à la région académique d'Île-de-France. En cas de manquement, la région académique d'Île-de-France ne saurait être tenue pour responsable des conséquences pouvant en découler, notamment des retards de paiement.

11.1.2 Obligations de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil et d'alerte s'il se rend compte, à l'occasion de l'exécution de ses prestations, de dysfonctionnements potentiels ou avérés. Le cas échéant, le titulaire doit produire un rapport décrivant lesdits dysfonctionnements et proposant des actions pour les réduire.

11.1.3 Obligations de résultat

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat au titre de l'ensemble des prestations prévues dans le cadre du présent marché.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le présent accord-cadre.

11.1.4 Obligation de confidentialité

Dans les conditions prévues à l'article 5 du CCAG-FCS, chacune des parties s'engage à ce que les informations divulguées dans le cadre de l'exécution des prestations soient conservées de manière

strictement confidentielle et ne soient en aucune manière diffusées à des tiers. Cette obligation de confidentialité est illimitée dans le temps.

11.1.5 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire est soumise à des mesures de sécurité, qu'il s'agisse d'un accès physique à des locaux ou d'un accès logique à des informations, conformément à la législation en vigueur.

11.1.6 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat. Le titulaire assume la qualité et la bonne exécution des prestations. En conséquence, il est le seul responsable des dommages pouvant résulter de l'exécution des prestations.

Le titulaire s'engage au respect du secret professionnel et de la neutralité de ses agents lors de leur exercice professionnel. Toute atteinte à l'un ou l'autre de ces engagements constitue une faute grave qui pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire.

Le titulaire veille dans la mesure du possible à ce que ses interprètes soient affectés de manière cohérente par site afin d'assurer une continuité lors des diverses interventions.

11.2 Obligations de la région académique d'Île-de-France

La région académique d'Île-de-France met à la disposition du titulaire les informations en sa possession nécessaires pour mener à bien les prestations demandées.

Toutes les demandes d'informations entre la région académique d'Île-de-France et le titulaire, questions et réponses, se font par écrit, de préférence sous forme d'un message électronique.

12. Suivi du marché

Une réunion de bilan sur l'exécution du marché sera organisée au minimum une (1) fois par an, en présence du SRA et du titulaire.

Des réunions supplémentaires pourront être organisées à la demande de l'académie ou du titulaire.

13. Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant des pénalités de retard ne pourra excéder plus de vingt pour cent (20 %) du montant total hors taxes du marché ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas mille euros (1000 €) HT pour l'ensemble du marché.

Les pénalités s'appliquent dès le premier euro.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de sept (7) jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées.

Le titulaire dispose d'un délai de sept (7) jours pour contester par voie électronique les pénalités auprès du SRA : sra@region-academique-idf.fr.

En l'absence de justifications exonérant le titulaire, le représentant du pouvoir adjudicateur applique les pénalités.

13.1 Pénalités pour retard

En cas de non-respect des horaires fixés dans le bon de commande, une retenue proportionnelle au temps d'absence sera faite sur le montant de la prestation concernée par application de la formule suivante :

$$P = Tr * 100 / To$$

dans laquelle :

P = pourcentage de la pénalité ;

Tr = temps de retard en minute ;

To = temps d'interprétariat prévu dans le bon de commande en minute.

13.2 Pénalités pour non-exécution

En cas de non-exécution des prestations, et sauf cas de force majeure, outre le non-paiement, le titulaire pourra se voir appliquer une pénalité égale à quarante pour cent (40 %) du montant de la commande concernée.

Cependant, aucune pénalité ne sera appliquée si l'annulation de la prestation est notifiée au donneur d'ordre au moins quarante-huit heures (48h) à l'avance.

13.3 Pénalités pour non-respect de la clause sociale de formation sous statut scolaire

Le titulaire encourt sans mise en demeure préalable dans le cadre de l'application de la clause sociale de formation sous statut scolaire prévue au présent CCP les pénalités suivantes :

- cinq cents euros (500 €) si l'interlocuteur désigné par le titulaire dans la « fiche entreprise » pour appliquer la clause sociale est absent lors de la réunion spécifique à la mise en œuvre de la clause sociale ;
- cinquante (50 €) par jour ouvré de retard en cas de non transmission des justificatifs, attestations ou bilans demandés par le représentant du pouvoir adjudicateur ou la MLDS dans le cadre de l'évaluation du dispositif social mis en œuvre par le titulaire ;
- une pénalité égale au nombre d'heures prévues par le marché et non réalisées, multiplié par 4 et multiplié par le plafond horaire de la sécurité sociale brut en cas de non-respect des obligations relatives au volume horaire minimum exigé dans le CCP.

Dans le cas où la clause sociale serait impossible à mettre en œuvre notamment en raison de l'absence de bénéficiaire, aucune pénalité ne sera appliquée au titulaire.

13.4 Pénalités pour non-respect de la clause environnementale

13.4.1 Pénalités pour non communication du BEGES

Le titulaire encourt, dans le cadre de l'application de la clause environnementale relative à la communication du BEGES prévue à l'article 9.1 du présent CCP une pénalité forfaitaire d'un montant de cinq cents euros (500 €) en cas de non communication du BEGES.

13.4.2 Pénalités pour non-respect de la clause relative aux supports des livrables

Le titulaire encourt, dans le cadre de l'application de la clause environnementale relative aux supports des livrables prévue à l'article 9.2 du présent CCP une pénalité forfaitaire de cinquante euros (50 €) par cas constaté.

13.5 Pénalités en cas de sous-traitance non déclarée

Toute sous-traitance doit être déclarée et acceptée par l'acheteur avant le début des prestations concernées.

En cas de recours à un sous-traitant non déclaré ou non agréé, le titulaire encourt une pénalité de 150 € HT par jour d'intervention du sous-traitant, à compter du début de son exécution. Cette pénalité s'applique sans préjudice du refus de paiement direct au sous-traitant, et des autres sanctions prévues au marché, y compris une éventuelle résiliation.

14. Modalité de commande

La région académique d'Île-de-France émet selon ses besoins des bons de commande pendant toute la durée de validité de l'accord-cadre. Toutes les prestations relatives au présent accord-cadre font l'objet de bons de commande.

Chaque bon de commande est transmis par courrier électronique au titulaire.

Il est précisé sur chaque bon de commande les renseignements suivants :

- le numéro de l'EJ ;
- la référence du marché ;
- la désignation détaillée des prestations demandées en référence à l'annexe financière ;
- le délai de mise en œuvre de la prestation ;
- le contact du service facturier du titulaire ;
- la date d'émission du bon de commande ;
- le montant H.T. et T.T.C. de chaque prestation

Par dérogation à l'article 3.7.2 du CCAG-FCS, **l'absence de réserve émise par le titulaire dans les deux (2) jours suivant la réception du bon de commande concerné vaut acceptation sans réserve des conditions qui y sont mentionnées.**

15. Prix et facturation

15.1 Forme du prix

Le présent marché est conclu à **prix unitaires**.

L'unité monétaire utilisée est l'euro.

Tous les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales et autres, ainsi que l'ensemble des moyens (salaires et charges sociales afférents au personnel employé pour l'exécution des prestations, frais de gestion générale, etc.) nécessaires à la réalisation des prestations décrites dans les documents contractuels régissant le présent marché.

15.2 Variation du prix

Les prix sont fermes la première année puis révisables à la hausse comme à la baisse à chaque date anniversaire du marché. La variation des prix doit être accompagnée de justificatifs.

15.2.1 Mois d'établissement des prix

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du **mois zéro (M0)**. Le mois M0 correspond au mois de la date limite de remise des offres.

15.2.2 Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en raison de sa structure pour représenter l'évolution des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'**indice Syntec**.

15.3 Modalités de révision des prix

Les prix sont révisés par l'application de la formule suivante :

$$P = P0 (S / S0)$$

Dans laquelle :

P = le prix révisé

P0 = le prix initial de l'accord-cadre (prix défini le mois de la date limite de remise des offres).

S = le dernier indice connu publié par la Fédération **Syntec**.

S0 = indice publié par la Fédération **Syntec**, le mois précédent le mois du dépôt des offres.

Le coefficient est calculé au millième près, arrondi en conformité avec les règles mathématiques.

En application du coefficient retenu, l'arrondi mathématique est effectué sur les prix du marché.

En cas de disparition de l'index de référence, les parties conviennent d'adopter l'index de remplacement publié, et si aucun index de remplacement n'est publié, de choisir un index similaire.

Le titulaire transmet le détail du calcul de la révision au SRA, à l'adresse suivante : sra@region-academique-idf.fr, au moins un mois avant la date anniversaire du marché, en mentionnant le numéro du présent marché et le numéro d'EJ correspondant. Le titulaire joint à sa demande la nouvelle annexe financière révisée. En cas d'absence de transmission de la part du titulaire dans le délai prescrit, les prix ne sont pas révisés.

Les nouveaux tarifs seront applicables pour toutes les factures émises après l'acceptation formelle de la révision des prix par le SRA par courriel.

15.4 Facturation

La facturation devra s'effectuer obligatoirement via le portail Chorus Pro (portail de dématérialisation).

Pour accéder au portail : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Une facturation par académie doit être prévue par le titulaire.

La région académique d'Île-de-France se libère des sommes dues en exécution du présent marché, en faisant porter le montant dû au crédit du compte bancaire ouvert au nom du titulaire.

En cas de changement de raison sociale ou de RIB, le titulaire est tenu d'en informer expressément le SRA et de fournir les documents afférents à ces modifications (extrait des annonces légales, nouveau K-Bis et RIB).

15.5 Modalités de règlement

Le règlement des prestations s'effectue après vérification du service fait, sur présentation d'une facture déposée sur Chorus Pro correspondant aux prestations exécutées. Cette facture au nom de l'académie concernée devra comporter :

- le numéro d'EJ ;
- le nom du personnel bénéficiaire.

L'admission (ou validation) des prestations donne lieu à son règlement dans les trente (30) jours à compter de la date de réception de la facture, sous réserve des conditions suivantes :

- prestations reconnues conformes en tous points aux engagements ;
- aucune erreur ou anomalie relevée lors de la vérification de la facture.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'exécution des prestations.

15.6 Clause de sauvegarde

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché lorsque la révision du prix conduit à une augmentation supérieure à cinq pour cent (5 %) par an.

Le représentant du pouvoir adjudicateur a aussi la possibilité dans ce cas de négocier avec le titulaire afin de trouver un accord commun. En cas de désaccord, le représentant du pouvoir adjudicateur ou le titulaire sont en mesure de demander la résiliation du marché.

En cas de résiliation, celle-ci interviendra huit (8) mois à compter de la notification de la décision ou de la demande du titulaire sous réserve de l'acceptation du représentant du pouvoir adjudicateur.

16. Avance

16.1 Dispositions générales

L'acheteur accorde une avance au titulaire d'un marché lorsque le montant initial du marché est supérieur à cinquante-mille euros (50 000 €) HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, conformément à l'article R2191-3 du Code de la commande publique.

Le titulaire du marché peut refuser le versement de l'avance.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont fixées aux articles R2191-6 à R2191-10 du Code de la commande publique.

Les modalités de remboursement de l'avance sont fixées aux articles R2191-11 du Code de la commande publique.

16.2 Les accords-cadres à bons de commande

Le montant de l'avance est fixé, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à cinquante-mille euros (50 000 € HT) et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois, à cinq pour cent (5%) du montant du bon de commande.

L'avance est versée dans le mois qui suit la notification du bon de commande de manière automatique sans que le titulaire du marché n'ait de démarches préalables à effectuer.

Le remboursement de l'avance doit être terminé quand le montant des prestations exécutées atteint quatre-vingts pour cent (80 %) du montant TTC des prestations du marché.

Le remboursement s'effectuera sur chaque demande d'acompte par prélèvement sur les sommes dues au titulaire.

17. Délais de paiement et intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de trente (30) jours, conformément à l'article R2192-10 du Code de la commande publique, au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'acte d'engagement.

Le point de départ de ce délai est la date de réception de la facture. Le décompte du délai se fait à partir de la réception de la facture (avec preuve de dépôt). Le point de départ du délai est la date d'exécution des prestations ou de réception du produit lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la facture.

Les conditions de mise en œuvre du délai maximum de paiement sont celles énoncées par les articles R2192-12 à R2192-36 du Code de la commande publique.

Si le délai de paiement de trente (30) jours susmentionnés n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire. Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai

global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage conformément à l'article R2192-31 du Code de la commande publique

Le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de quarante (40 €) euros conformément à l'article D2192-35 du Code de la commande publique.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions décrites aux articles R2192-27 à R2192-30 du Code de la commande publique.

Dispositions relatives à la co-traitance :

- en cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- en cas de groupement solidaire le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement.

Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter au représentant du pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Le mandataire est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membre du groupement. Les autres dispositions relatives à la co-traitance s'appliquent selon le CCAG-FCS.

18. Sous-traitance

Le titulaire peut confier l'exécution d'une partie des prestations du marché à un ou plusieurs sous-traitants, à condition d'avoir obtenu du représentant du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de leurs conditions de paiement fixées par les articles R. 2193-1 à R. 2193-16 du Code de la commande publique.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure responsable de l'exécution de toutes les obligations du marché.

Aux fins d'acceptation du sous-traitant :

- soit, lorsque la déclaration de la sous-traitance a lieu avant le début d'exécution des prestations, le titulaire transmet dans son offre une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété ;
- soit, en cours d'exécution du marché, le titulaire adresse au représentant du pouvoir adjudicateur une déclaration de sous-traitance ou le formulaire DC4 complété, par tout moyen permettant d'accuser sa bonne réception.

Quel que soit le moment de la déclaration de sous-traitance, celle-ci doit contenir l'ensemble des renseignements figurant à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique, à savoir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- les capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie.

L'ensemble de ces informations est constitué par la fourniture :

- de la déclaration de sous-traitance complétée ([formulaire DC4](#))
<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> ;
- Ou [ATTRI 2](#)
- du numéro SIREN et d'un RIB de l'entreprise.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatées par un acte spécial signé par le titulaire et par le représentant du pouvoir adjudicateur dans les conditions prévues par l'article 3.6. « Sous-traitance » du CCAG-FCS.

19. Opérations de vérifications

Les opérations de vérifications quantitatives et qualitatives sont effectuées conformément aux dispositions de l'article 27.1 sans qu'il soit dérogé aux articles 27.2 et 27.3 lorsqu'ils sont applicables et 28.1 du CCAG-FCS.

20. Admission

Il est fait application des dispositions de l'article 30 du CCAG-FCS.

21. Documents à fournir pendant le marché

Concernant les assurances, il appartient au titulaire de contracter toute police d'assurance nécessaire à la couverture des risques encourus dont il a apprécié la portée du fait du marché.

Il doit produire, à toute demande du représentant du pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie. Si cette attestation ne couvre pas la durée du marché, le titulaire s'engage à produire la ou les attestation(s) nécessaire(s) à la couverture de la durée totale du marché.

Les franchises souscrites par le titulaire restent à sa charge exclusive.

Le titulaire produit à la demande du représentant du pouvoir adjudicateur à compter de la date de signature du marché par le représentant du pouvoir adjudicateur et jusqu'à la fin d'exécution de celui-ci, les documents prévus aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8254-4 du Code du travail. En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire ces pièces, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues au CCAG-FCS.

22. Cession du marché

Le présent marché ne peut, en aucun cas, faire l'objet d'une cession totale ou partielle, à titre onéreux ou gracieux, sans autorisation écrite et préalable du représentant du pouvoir adjudicateur.

23. Marchés de prestations similaires

En application des dispositions des articles L.2122-1 et R.2122-7 du Code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de conclure un ou plusieurs marchés négociés sans publicité et sans mise en concurrence préalables (dont la durée ne peut excéder trois ans à compter de la notification du présent marché), en vue de réaliser des prestations similaires à celles qui ont été confiées au titulaire.

24. Clause de réexamen

En application des dispositions prévues à l'article R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de réexaminer les prestations du présent marché au cours de son exécution.

Des prestations pourront être ajoutées ou supprimées à l'initiative exclusive de la région académique d'Île-de-France, notamment en cas d'événements ou de nouveaux besoins imprévus ou encore lorsqu'un service ou une direction de l'académie de Paris n'étant pas partie au marché souhaite s'y ajouter.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité, avec l'accord du titulaire, de modifier le contrat pour en prolonger la durée d'exécution.

Ces modifications sont entérinées par la conclusion d'un avenant.

25. Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles

La suspension des prestations se déroule conformément aux dispositions de l'article 24 du CCAG-FCS.

26. Garanties

Il est fait application de l'article 33 du CCAG-FCS.

27. Résiliation

27.1 Résiliation pour motifs d'intérêt général

Lorsque le représentant du pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motifs d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation calculée en application des dispositions de l'article 42 du CCAG-FCS.

27.2 Résiliation pour faute

En application de l'article 41 du CCAG-FCS et par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-FCS en cas de résiliation pour faute, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier le marché sans mise en demeure, aux frais et risques du titulaire.

En outre, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de prononcer la résiliation du marché pour faute, sans indemnité ni préavis en cas de non-respect répété des délais ou conditions d'exécution du contrat sans motif valable à l'appréciation de la région académique d'Île-de-France, notamment :

- en cas d'inexactitude des renseignements et documents mentionnés aux articles R2143-3 à R2143-5 du Code de la commande publique, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire, et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques ;
- en cas de refus ou d'impossibilité du titulaire de se soumettre à l'injonction de maintenir un niveau égal ou supérieur de compétence en cas de changement de son personnel.

La résiliation pour faute se fait toujours aux frais et risques du titulaire.

27.3 Résiliation pour événements liés au marché

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-FCS, en cas de résiliation pour événements liés au marché aucune indemnité ne sera versée au titulaire, ni le paiement d'aucune dépense engagée par ce dernier en vue de l'exécution des prestations qui n'auraient pas été fournies.

27.4 Résiliation de plein droit

La résiliation est de plein droit lorsque le titulaire du contrat se trouve dans l'impossibilité absolue d'en poursuivre l'exécution.

La résiliation de plein droit couvre deux situations :

- la force majeure
- la disparition du titulaire du contrat (décès, faillite ou incapacité civile)

En cas de circonstances de force majeure qui se poursuivraient pendant une durée supérieure à un mois calendaire, les parties peuvent convenir d'engager des discussions en vue de modifier les termes de leurs engagements respectifs ou de trouver des solutions alternatives.

Dans le cas où le représentant du pouvoir adjudicateur décide de résilier le marché, il se réserve la possibilité de résilier tout ou partie des bons de commande préalablement émis.

La résiliation en cas de disparition du titulaire du contrat s'exécute conformément à l'article 39 du CCAG-FCS relatif à la résiliation pour événements extérieurs au marché.

28. Exécution aux frais et risques du titulaire

L'exécution aux frais et risques du titulaire s'effectue dans les conditions prévues à l'article 45 du CCAG-FCS.

29. Différends et litiges

Règlement à l'amiable

En cas de litiges, les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du Code civil et selon la procédure de règlement définie à l'article 46 du CCAG-FCS. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

Toutefois, en application des articles L.2197-1, L.2197-3, R. 2197-1 et suivants, ainsi que des articles R. 2197-23 et suivants du Code de la commande publique, tout litige qui s'élèverait à l'occasion de l'exécution du présent marché et en cas de désaccord après tentative de négociation, le médiateur des entreprises ou le comité consultatif de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés publics compétent pourra être saisi par l'une des parties.

En conséquence, la procédure de règlement amiable constitue un préalable obligatoire à l'introduction d'une action en justice entre les parties. Toute action introduite en justice en violation de la présente clause serait déclarée irrecevable.

Règlement juridictionnel

Dans le cas de l'échec des tentatives de règlement amiable, tout litige relatif à la conclusion, l'interprétation, l'exécution ou la cessation du présent marché sera soumis au tribunal administratif de Paris.

La mention des voies et délais de recours pour l'ensemble de la procédure est précisée dans le règlement de consultation.

30. Dérogations aux documents généraux

Articles du présent CCP	Articles du CCAG-FCS auxquels ils dérogent
Article 7	Article 4.1
Article 13	Articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3
Article 14	Article 3.7.2
Article 15	Article 21.4
Article 27.2	Article 41.2
Article 27.3	Article 40